Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 31 janvier 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux peines disciplinaires et aux démissions d'office prononcées à charge des agents de l'Etat en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie", a donné en sa séance du 6 février 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e Januari 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de tuchtstraffen en het ontslag van ambtswege, tegen de leden van het Rijkspersoneel uitgesproken wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting", heeft ter zitting van 6 Februari 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet reprend la plupart des dispositions que le Conseil d'Etat avait proposées dans son avis du 3 octobre 1950 sur un projet qui lui avait été soumis le 2 septembre.

Sur un point cependant le Gouvernement ne s'est pas rallié à l'avis du Conseil d'Etat. Celui-ci avait suggéré de ne pas régler dans le projet relatif aux peines disciplinaires la situation des agents mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service en raison de leur comportement pendant l'occupation.

Cette mise en disponibilité est, comme son nom l'indique, prise dans l'intérêt du service et non comme sanction du comportement de l'agent. Elle constitue une mesure administrative et ne doit normalement pas être motivée. Cette mesure peut toujours être rapportée, mais la durée de la disponibilité ne compte aux termes de l'arrêté royal du 30 mars 1939 ni pour l'avancement de traitement, ni pour l'avancement en grade. Le projet entend déroger à cette règle en ce qui concerne les agents qui ont été mis en disponibilité dans l'intérêt du service en raison de leur comportement pendant l'occupation. Ceux-ci sont donc plus favorisés que ceux qui ont fait l'objet de la même mesure avant ou après l'occupation.

\+

\+ \+

Le Gouvernement a modifié la procédure de recours prévue dans le projet antérieur. Au lieu d'instituer une commission par département ainsi qu'une commission spéciale

.../...

pour les cantons de l'Est, avec une commission centrale de revision chargée d'assurer l'unité de jurisprudence, le nouveau projet prévoit une commission unique, comprenant des sections françaises et flamandes ainsi qu'une section spéciale pour les cantons de l'Est. Les présidents des sections veillent à la coordination du travail des sections.

Le préambule du projet mentionne l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale donné le 5 avril 1950; il en résulte que cet avis concerne le projet antérieur et non les modifications qui y ont été apportées par la suite.

Le nouvel article 7, comme l'ancien l'article 9, tend à assurer l'unité de jurisprudence. Les nouvelles dispositions de l'article 7 n'altèrent pas le principe sur lequel le Comité interdépartemental a donné son avis.

\+

\+ \+

Le projet nouveau, comme le projet antérieur, prévoit que les recours sont adressés au ministre compétent. Le Conseil d'Etat propose que les recours soient adressés au Premier Ministre. En effet, depuis la libération, de nombreux services ont été transférés d'un ministère à l'autre. Le fonctionnaire écarté de l'administration pourra éprouver des difficultés à déterminer quel est le ministre actuellement compétent en ce qui le concerne. Le système proposé par le Conseil d'Etat évitera des contestations.

\+

\+ \+

/

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de détail qui ne nécessitent pas de commentaire.

Article 1er.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer comme superflus, les mots : "Sans préjudice de l'application de l'article 8, alinéa 2, du présent arrêté, ..." et, à la septième ligne, les mots : "civils et politiques".

Article 2.

Il faut lire, in fine :
"... de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sera revisée.".

Article 4.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le paragraphe 1er :

" § 1er.- Les décisions prises en vertu des articles 1er, 2 et 3, peuvent sortir leurs effets à la même date que la peine disciplinaire encourue ou que la démission d'office. Toutefois, ces décisions ne peuvent avoir aucun effet pécuniaire avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf dans les cas de retrait d'une peine de retenue de traitement ainsi que dans les cas visés au paragraphe suivant.".

.../...

Le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit le début du paragraphe 3 :

" § 3.- Dans tous les cas de réintégration, après cessation ou interruption de fonctions, la durée de la mise en non-activité prononcée ...".

Article 6.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le début du paragraphe 1er. :

" Article 6.- § 1er. Les décisions prises en vertu des articles 1er, 3 et 4 sont motivées. Elles sont prises sur l'avis motivé de l'une des sections de la commission instituée par l'article 7 :
a) ... ".

Article 7.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour la première phrase de l'article :

" Article 7.- Il est institué auprès des services du Premier Ministre une commission de revision comprenant des sections dont le nombre est déterminé par le Premier Ministre. Son président ... ".

.../...

Articles 8 à 11.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

" Article 8.- Le recours institué par l'article 1er est introduit par une demande adressée au Premier Ministre, sous pli recommandé à la poste, dans un délai de soixante jours à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, dans les cas visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique et à l'article 2 du présent arrêté, la situation des intéressés sera revisée d'office.

Article 9.- Les dossiers administratifs, y compris les dossiers judiciaires visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, seront communiqués à la commission de revision.

Les requérants seront entendus par la section saisie de la commission de revision dans les cas visés à l'article 6. Dans les autres cas, ils seront entendus par le ministre compétent ou par son délégué.

Ils peuvent se faire assister par un conseil de leur choix.

Les sections de la commission de revision peuvent entendre des témoins soit d'office, soit à la demande des requérants.

Article 10.- Le titre X de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exception des articles 77 et 80, n'est pas applicable à la matière réglée par le présent arrêté.

.../...

Article 11.- Le présent arrêté n'est pas applicable :

1° aux secrétaires généraux, ni aux fonctionnaires qui, quel que soit leur grade, ont exercé les fonctions de secrétaire général durant l'occupation du pays;

2° aux membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.".

In het ontwerp zijn de meeste bepalingen overgenomen die de Raad van State had voorgesteld in zijn advies van 3 October 1950 omtrent een ontwerp dat hem 2 September was voorgelegd.

Op één punt echter heeft de Regering het advies van de Raad van State niet gevolgd. De Raad van State had voorgesteld de toestand van de personeelsleden die wegens hun gedrag tijdens de bezetting bij ambtsontheffing in het belang van de dienst ter beschikking zijn gesteld, niet te regelen in het ontwerp betreffende de tuchtstraffen.

Die terbeschikkingstelling geschiedt, zoals blijkt uit de betekenis van dat woord, in het belang van de dienst en is geen sanctie tegen het gedrag van het personeelslid. Zij is een administratieve maatregel en behoeft normaal geen motivering. Die maatregel kan steeds ingetrokken worden, maar volgens het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 wordt de duur van de terbeschikkingstelling niet in rekening gebracht voor de bevordering tot een hogere wedde of voor de bevordering tot een hogere graad. Het ontwerp wil van die regel afwijken wat betreft de personeelsleden die wegens hun gedragingen tijdens de bezetting in het belang van de dienst op non-activiteit zijn gesteld. Dezen worden dus meer bevoordeeld dan degenen op wie vóór of na de bezetting dezelfde maatregel werd toegepast.

\+

\+ \+

.../...

De Regering heeft de rechtspleging voor het beroep, zoals zij in het vorig ontwerp is bepaald, gewijzigd. In plaats van een commissie per ministerie en een bijzondere commissie voor de Oostkantons in te stellen, met een centrale herzieningscommissie die voor de eenheid van rechtspraak zorgt, voorziet het nieuw ontwerp in de oprichting van één commissie, die uit Nederlandse en Franse afdelingen en een bijzondere afdeling voor de Oostkantons bestaat. De voorzitters der afdelingen zorgen voor de coördinatie van het werk der afdelingen.

In de inleiding van het ontwerp wordt verwezen naar het advies van de interdepartementale syndicale raad van advies, gegeven 5 April 1950; daaruit volgt dat bedoeld advies het vorig ontwerp betreft en niet de wijzigingen welke daarin later zijn aangebracht.

Evenals het vroegere artikel 9, strekt het nieuwe artikel 7 er toe de eenheid van rechtspraak te handhaven. De nieuwe bepalingen van artikel 7 wijzigen niets in het beginsel waarover de interdepartementale raad zijn advies heeft gegeven.

\+

\+ \+

Zoals het vorig ontwerp, bepaalt het nieuwe ontwerp dat het beroep bij de bevoegde minister wordt ingesteld. De Raad van State stelt voor, het bij de Eerste-Minister in te stellen. Sedert de bevrijding zijn immers talrijke diensten van een ministerie naar een ander overgebracht. Voor de ambtenaar die uit de administratie is verwijderd, kan het moeilijk zijn uit te maken welke minister thans, wat hem betreft, bevoegd is. Het voorstel van de Raad van State zal betwistingen doen vermijden.

\+

\+ \+

Voor het overige dienen in het ontwerp slechts detailwijzigingen te worden aangebracht die geen commentaar behoeven.

Artikel 1.-

De Raad van State stelt voor als overbodig te schrappen de woorden:"Onverminderd de toepassing van artikel 8, alinea 2, van dit besluit ..." en,in regel 6-7,de woorden:"burgerlijke of politieke".

Artikel 2.-

In de Franse tekst leze men het slot als volgt : "... de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sera revisée.".

Artikel 4.-

De Raad van State stelt voor, paragraaf 1 als volgt te lezen :

"§ 1.- De beslissingen genomen krachtens de artikelen 1, 2 en 3, kunnen uitwerking hebben met ingang van de datum der opgelopen tuchtstraf of van het ontslag van ambtswege. Deze beslissingen kunnen evenwel geen geldelijk gevolg hebben vóór de datum waarop dit besluit in werking treedt, behoudens de gevallen van intrekking van een als straf opgelegde inhouding van wedde en behoudens de gevallen in de volgende paragraaf bepaald.".

De Raad van State stelt voor, het begin van paragraaf 3 als volgt te lezen :

"§ 3.- In alle gevallen van indienstherstelling na neerlegging of onderbreking van het ambt,wordt de duur der op non-activiteitstelling ...".

.../...

Artikel 6.-

De Raad van State stelt voor, paragraaf 1 als volgt te beginnen :

"Artikel 6.-

§ 1.- De beslissingen genomen krachtens de artikelen 1, 3 en 4 zijn met redenen omkleed. Zij worden genomen op het beredeneerd advies van een der afdelingen van de bij artikel 7 opgerichte commissie.

a) .....".

Artikel 7.-

De Raad van State stelt voor, de eerste volzin van het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 7.- Bij de diensten van de Eerste-Minister wordt een herzieningscommissie opgericht, bestaande uit afdelingen waarvan de Eerste-Minister het aantal bepaalt. Haar voorzitter .....".

Artikelen 8 tot 11.-

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"Artikel 8.-

Het in artikel 1 bepaald beroep wordt ingesteld door een verzoek, aan de Eerste-Minister bij een ter post aangetekende brief gericht, binnen een termijn van zestig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit af.

Evenwel in de gevallen bepaald in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw en in artikel 2 van dit besluit, wordt de toestand der belanghebbenden van ambtswege herzien.

Artikel 9.-

De administratieve dossiers, met inbegrip van de gerechtelijke dossiers in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw bedoeld, worden aan de herzieningscommissie medegedeeld.

.../...

De verzoekers worden, in de gevallen bedoeld in artikel 6, gehoord door de afdeling der herzieningscommissie waarbij de zaak aanhangig werd gemaakt. In de andere gevallen worden zij door de bevoegde minister of diens gemachtigde gehoord.

Zij mogen zich laten bijstaan door een raadsman, door hen gekozen.

De afdelingen van de herzieningscommissie kunnen getuigen horen, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag der verzoekers.

Artikel 10.-

Titel X van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van de artikelen 77 en 80, is niet van toepassing op de stof die in dit besluit is geregeld.

Artikel 11.-

Dit besluit is niet van toepassing :

1° op de secretarissen-generaal, of op de ambtenaren van om het even welke graad die tijdens de bezetting de functies van secretaris-generaal hebben uitgeoefend ;

2° op de leden van het wetenschappelijk en onderwijzend personeel der wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen van de Staat.".

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Ministre.
Minister.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.